

Les élections européennes en Bulgarie de 2104: élections en crises

Gueorguieva, Petia

Veröffentlichungsversion / Published Version

Zeitschriftenartikel / journal article

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Gueorguieva, P. (2014). Les élections européennes en Bulgarie de 2104: élections en crises. *Studia Politica: Romanian Political Science Review*, 14(3), 377-394. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-445632>

Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer CC BY-NC-ND Lizenz (Namensnennung-Nicht-kommerziell-Keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.de>

Terms of use:

This document is made available under a CC BY-NC-ND Licence (Attribution-Non Commercial-NoDerivatives). For more information see:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0>

Les élections européennes en Bulgarie de 2014

Élections en crises

PETIA GUEORGUEVA

INTRODUCTION

L'objectif de cet article est d'analyser l'élection des 17 représentants bulgares au Parlement européen du 25 mai 2014. Il s'agit de la troisième élection européenne depuis l'adhésion à part entière à l'Union européenne le 1^{er} janvier 2007. La Bulgarie adhère à l'Union européenne en 2007, trois années après les huit autres pays d'Europe centrale et orientale. Le retard est lié au retard pris dans l'accomplissement des critères d'adhésion de Copenhague¹ et aux réformes inabouties dans les domaines administratif, judiciaire et de la lutte contre la criminalité organisée et la corruption. Depuis son intégration, la Bulgarie participe au « Mécanisme de coopération et de vérification » mis en place par la Commission européenne afin d'encourager la réalisation des réformes². À cause de l'absence de progrès significatifs et durables dans les domaines sous contrôle, la Bulgarie s'est vue refuser l'accès dans l'espace de libre circulation Schengen. Qui plus est, le pays porte aussi l'étiquette du pays le plus pauvre de l'Union européenne. Cette article est focalisé sur l'état des forces politiques qui participèrent à la compétition pour l'élection des représentants au Parlement européen du 25 mai 2014 ; les thèmes qui dominèrent la campagne électorale ; le contexte institutionnel et politique ; les résultats des élections européennes et leurs impact dans le contexte de crise nationale. L'analyse est structurée en quatre parties. En premier lieu, nous présenterons brièvement le contexte politique national des élections européennes de 2014. Puis, nous étudierons le cadre institutionnel des élections européennes. En troisième lieu, nous nous intéresserons à la campagne électorale – les thèmes qui la dominent et la place des questions proprement européennes. En quatrième lieu, nous analyserons les résultats des élections européennes de 2014 en Bulgarie. À titre d'hypothèses, nous pouvons proposer que:

¹ Critères d'adhésion/Critères de Copenhague, 1993, http://ec.europa.eu/enlargement/policy/glossary/terms/accession-criteria_fr.htm.

² Commission européenne, « Mécanisme de coopération et de vérification pour la Bulgarie et la Roumanie », http://ec.europa.eu/cvm/index_fr.htm.

Les élections européennes en Bulgarie du 25 mai 2014 s'inscrivent dans la catégorie des élections de second ordre³. Plus du 80% des élus bulgares (soit 15 des 17 représentants) au PE en 2014 rejoignirent les groupes politiques des principales familles politiques – le Parti populaire européen, le Parti socialiste européen et l'Alliance des libéraux et des démocrates. Le parti extrême Ataka ne parvint pas à faire élire des députés au PE en 2014, mais sa niche fut occupée par de nouvelles formations populistes. Les réformes inachevées, les scandales de corruption, le gel des fonds européens et la fragilité des partis et du système de partis interrogent avec acuité le succès de l'appropriation des normes et des valeurs européennes par les élites et les partis politiques bulgares : sept ans après, l'effort paraît davantage déclaratif qu'effectif.

Les élections européennes ont été considérées comme des élections de second ordre :

« Premièrement, à la différence des élections nationales, aux élections européennes les électeurs votent contre les partis au gouvernement ; voilà pourquoi les grands partis perdent les élections européennes par rapport aux élections nationales précédentes. Deuxièmement, les petits partis tendent à améliorer leurs scores par rapport aux élections nationales précédentes. Troisièmement, l'abandon des grands partis est particulièrement prononcé au milieu du cycle parlementaire [...] Enfin, les taux de participation aux élections nationales sont beaucoup plus élevés qu'aux élections européennes [...] En somme, cela indique que les électeurs transfèrent leur appréciation de la performance des systèmes de partis nationaux au niveau européen »⁴.

Le terme d'eupéanisation couvre des concepts et des approches différents en fonction de l'angle d'analyse et du champ problématique⁵. L'eupéanisation des partis politiques est appréhendée comme un processus de changement interne résultant de l'influence et de l'institutionnalisation du

³ K. Reif, H. Schmitt, « Nine Second-Order National Elections: A Comparative Framework for the Analysis of European Election Results », *European Journal of Political Research*, vol. 8, no. 1, 1980, pp. 3-44; P. Delwit, Philippe Poirier, « Parlement puissant, électeurs absents ? Les élections européennes de juin 2004 », in *Idem*, (eds) *Parlement puissant, électeurs absents ? Les élections européennes de juin 2004*, Éditions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2005, pp. 9-19 ; H. Schmitt, J. Thomassen, « The EU Party System after Eastern Enlargement », *Journal of European Integration*, vol. 31, no. 5, 2009, pp. 569-587.

⁴ K. Reif, H. Schmitt, « Nine Second-Order National Elections:...cit. », pp. 9-10 ; et N. Clark, R. Rohrschneider, « Second-Order Elections versus First-Order Thinking: How Voters Perceive the Representation Process in a Multi-Layered System of Governance », *Journal of European Integration*, vol. 31, no. 5, 2009, p. 647.

⁵ Cf: Birgitt Sittermann, *Literature Review of Europeanization*, Nachwuchsgruppe Europäische Zivilgesellschaft, und Multi-Level Governance, Westfälische Wilhelms-Universität Münster, 2006, 23 pp., <http://nez.uni-muenster.de>.

système politique européen⁶. L'influence directe de l'UE s'exprime à travers les processus d'harmonisation idéologique et de valeurs agissant par l'intermédiaire de la coopération transnationale au sein des grandes familles politiques européennes. Les effets indirects sont de deux types principaux : le premier concerne l'influence subtile et de long terme de l'UE sur la culture politique nationale et les « manières de faire » la politique. Le second type d'influence indirecte de l'UE s'exerce à travers le rétrécissement du champ de la prise de décision au niveau national, ce qui peut faciliter l'apparition de partis populistes contestant cet état de fait. Robert Ladrech souligne que les partis politiques sont à la fois des acteurs du processus d'intégration européenne et des entités affectées par ce processus⁷. Ainsi, l'eupéanisation concerne les partis politiques nationaux et peut produire des effets aux niveaux différents : changements des programmes des partis ; changements dans les organisations partisanes ; les dynamiques de la compétition partisane ; les rapports entre les partis et le gouvernement ; les rapports en dehors du système de partis national⁸.

Il a été démontré que pendant la période de pré-adhésion à l'UE, la conditionnalité et les exigences européennes ont constitué un facteur de renforcement des processus de démocratisation dans les PECO. Ainsi, l'association des partis politiques dans les fédérations européennes de partis dans le cadre de la coopération politique transnationale offre un mécanisme pertinent d'influence européenne sur les partis politiques des pays-candidats et sur les États candidats⁹. Par conséquent, pendant la période de pré-adhésion la coopération politique internationale crée une pression réelle sur les partis nationaux¹⁰. Les années de négociation furent marquées par le consensus pro-européen : les principaux partis gouvernementaux conjuguèrent leurs efforts vers l'intégration à l'Union européenne. « La période de pré-adhésion à l'Union européenne semble promouvoir la consolidation de la démocratie, si la démocratie consolidée se caractérise par des institutions politiques stables, l'État de droit et la protection extensive des droits politiques et civiques et aussi la transparence et la prédictibilité du processus politique », soulignent aussi Grzegorz Ekiert et al.¹¹. Après les premiers efforts de réformes, on observe dans

⁶ Nicholas Aylott, Elisabeth Carter, Robert Ladrech, Richard Kurt Luther, *The Europeanization of National Political Parties. Power and Organization*, Routledge, London, 2007, p. 4.

⁷ Robert Ladrech, « Europeanization and Political Parties: Towards a Framework of Analysis », *KEPU Working Paper*, no. 7, SPIRE, Keele University, 2000, pp. 8-12.

⁸ *Ibidem*.

⁹ Geoffrey Pridham, « European Party Cooperation and Post-Communist Politics: Euroscepticism in Transnational Perspective », in Aleks Szczerbiak, Paul Taggart (eds), *Opposing Europe? The Comparative Party Politics of Euroscepticism*, vol. 2, Oxford University Press, Oxford, 2008, p. 77.

¹⁰ *Ibidem*, pp. 82-83.

¹¹ Grzegorz Ekiert, Jan Kubik, Milada Vachudova, « Democracy in the Post-Communist World: An Unending Quest ? », *East European Politics and Societies*, vol. 21, no. 1, 2007, pp. 7-30/p. 12.

nombre de pays postcommunistes une nouvelle étape caractérisée par trois tendances : 1) motivations affaiblies pour continuer les réformes ; 2) l'opposition populaire croissante à toutes mesures de réforme, et 3) l'opposition aux réformes de la part des gagnants des premières étapes des transformations qui veulent protéger leurs avantages de compétitivité et assurer leurs actifs et positions de monopole¹². Ainsi, libérée des contraintes européennes, la période de post-adhésion se caractérise par la montée des attitudes et des acteurs eurosceptiques, des populistes et des radicaux de droite¹³. Les tendances citées sont observables et applicables dans le cas bulgare. Les études récentes montrent de plus en plus l'effet superficiel de l'eupéanisation des partis politiques dans certains pays d'Europe centrale et orientale, dont notamment la Bulgarie. Les analyses concentrées sur la « qualité de la démocratie » bulgare soulignent la mise en place d'une démocratie défailante dont les partis politiques ne sont pas un facteur d'amélioration et dont le système de partis reste fragmenté¹⁴.

ÉLIRE DES DÉPUTÉS EUROPÉENS AU MILIEU DE CRISES MULTIPLES

Les élections européennes du 25 mai 2014 ont eu lieu un an après les élections législatives anticipées de 2013. Ces élections européennes doivent être analysées dans un contexte bulgare marqué par des crises multiples, d'ordre et de niveaux différents – tant interne qu'externe : crise des partis politiques – le système de partis peine à s'institutionnaliser et souffre d'une fragmentation qui est loin d'être finie ; crise économique ; crise parlementaire et gouvernementale ; crise de confiance des citoyens dans les institutions représentatives, qui depuis le début de 2013 se manifeste par un cycle de vagues protestataires successives¹⁵ ; crise européenne qui nourrit l'eurosepticisme ; crise géopolitique – les tensions entre l'UE et la Russie sur la question ukrainienne ont fortement affecté la vie politique bulgare et la campagne électorale pour l'élection européenne.

¹² *Ibidem*, p. 19.

¹³ Milada Vachudova, « Tempered by the EU ? Political Parties and Party Systems before and after Accession », *Journal of European Public Policy*, vol. 15, no. 6, 2008, pp. 861-879.

¹⁴ Dobrin Kanev, « Partiite i partijnata sistema i kachestvoto na demokratsiata v Bulgaria », in Dobrin Kanev, Antony Todorov (dir), *Kachestvoto na demokratsiata v Bulgaria*, Iztok – Zapad, Sofia, 2014, pp. 229-292.

¹⁵ « Le cycle protestataire correspond à une phase de conflictualité intense dans le système social caractérisée par une diffusion rapide de l'action collective des secteurs les plus mobilisés vers des secteurs moins mobilisés ; par une participation non organisée, des séquences de flux intense d'information et par l'interaction entre ceux qui défient les autorités et le pouvoir » S. Tarrow, *Power in Movement. Social Movement*, Second Edition, Cambridge University Press, 1998, p. 142.

Les crises parlementaires et gouvernementales ouvertes en 2013 ont été accompagnées par des protestations civiques sans précédent. Les citoyens bulgares ont manifesté contre la hausse du coût de la vie et la corruption en février 2013, provoquant la chute du parti au gouvernement : Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie (GERB). Puis, une nouvelle vague protestataire a éclaté le 14 juin 2013 contre les « cartels politiques », l'opacité de la décision politique, les intérêts économiques et politiques collusifs, « la mafia » et l'« oligarchie ». Le prétexte de cette nouvelle vague avait été la nomination d'un député du Mouvement pour les droits et les libertés (DPS) Delyan Peevski, à la tête de l'Agence nationale de sécurité. Sa personne est devenue le symbole de toutes les défaillances des 25 dernières années¹⁶. Cette vague protestataire fut dirigée contre le gouvernement du Parti socialiste bulgare (BSP) et du Mouvement pour les droits et les libertés (DPS), formé après les élections législatives anticipées du mois de mai 2013.

Le gouvernement constitué à la fin du mois de mai 2013 s'est voulu une équipe d'experts présidé par un Premier ministre sans appartenance partisane, Plamen Oresharski. Ce gouvernement était constitué par le Parti socialiste bulgare et le Mouvement pour les droits et les libertés et ne disposait pas de la majorité absolue dans le Parlement – les deux partis n'avaient que 120 députés sur 240. Pour s'assurer de la majorité parlementaire, ils s'appuyèrent sur le soutien parlementaire du parti de la droite extrême Ataka. Ce choix du BSP ne manqua pas de créer des embarras au niveau européen pour les socialistes¹⁷. Ainsi, la présidente du Front national en France, Marine Le Pen, attaqua Pierre Moscovici sur la « tolérance » des socialistes envers « la vraie droite extrême » visant le parti Ataka bulgare et son rôle de soutenir un gouvernement de participation socialiste¹⁸. Il est important de souligner que le Parti socialiste européen est le premier à s'être clairement positionné contre toute coopération avec des partis de la droite radicale populiste. Dans sa résolution du 14 octobre 2010 le PSE invitait tous les partis européens à condamner toutes déclarations ou actions racistes, xénophobes, discriminatoires ou nationalistes, à refuser les coalitions gouvernementales ou les alliances électorales avec un parti qui incite ou essaie d'inciter à la haine raciale au niveau européen ou national, à refuser le soutien implicite de la part d'un parti qui incite ou essaie d'inciter à la haine ethnique et raciale pour former le gouvernement, à lutter contre la légitimation des discours de tels partis en refusant de s'engager dans leurs termes du débat, en ne pas prenant de leurs idées dans les plateformes politiques ni dans les

¹⁶ V.: « Bulgarie : un oligarque sulfureux bientôt au Parlement européen », *le Courrier des Balkans*, le 22/04/2014, <http://balkans.courriers.info/article24717.html>.

¹⁷ Georgi Gotev, « Wow! Le Pen Attacks PES for Siding with Extreme Right », 6/2/2014, <http://reuniting-europe.blogactiv.eu/2014/02/06/wow-le-pen-attacks-pes-for-siding-with-extreme-right/#.VFPpbZJe2A>.

¹⁸ V.: « Mots croisés : 'Face à face', Marine Le Pen et Pierre Moscovici », http://www.francetvinfo.fr/replay-magazine/france-2/mots-croises/mots-croises-du-lundi-3-fevrier-2014_515779.html, diffusé le 3/02/2014.

politiques implémentées au gouvernement; isoler leurs membres qui ne respectent pas ces principes. Ce positionnement fut confirmé par le Parti socialiste européen dans d'autres documents comme le manifeste du PSE pour les élections européennes de 2014 « Pour une nouvelle Europe », adopté le 1^{er} mars 2014. Voilà pourquoi pour les socialistes bulgares, présidés par Sergei Stanichev, qui en outre est le président du PSE, compter sur l'aide parlementaire d'un parti extrême allait à l'encontre des valeurs et des décisions de leur parti européen d'appartenance.

Les dernières élections parlementaires anticipées en Bulgarie eurent lieu le 5 octobre 2014, plus de quatre mois après les élections européennes. Elles furent marquées par un taux d'abstention record pour les élections nationales depuis 1990 – seulement 48,68% des Bulgares se sont mobilisés pour donner leur vote. Une nouvelle fois le parti Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie (GERB) arriva en tête avec 1.072.491 de voix soit plus de 32% des votes, suivi par le Parti socialiste bulgare qui eut à peine obtenu 505.527 voix soit 15,40% des votes ; et, en troisième position le Mouvement pour les droits et les libertés avec 487.134 votes et 14,84%. En quatrième position s'affirma la coalition de droite : le Bloc réformiste avec 291.806 voix et 8,89% des votes, suivie, en cinquième place, par la coalition de la droite radicale populiste Front patriotique – qui gagna 7,28% des votes, avec 239.101 voix ; devançant ainsi la coalition Bulgarie sans censure, arrivée en sixième position, avec 186.938 voix obtenues soit 5,69%. Le parti Ataka arriva en septième position, avec 148.262 voix, soit 4,52%. La coalition formée autour du nouveau parti politique Alternative pour une Renaissance bulgare (ABV), créé suite à la scission du Parti socialiste bulgare avant les élections européennes, se plaça sur la huitième position. Pour ce nouveau parti ont voté 136.223 électeurs soit 4,15% des votes. Les résultats des élections législatives du 5 octobre 2014 permirent à deux formations de la droite radicale populiste d'avoir des députés élus au Parlement national – la coalition Front patriotique qui a rassemblé le Front national du sauvetage de la Bulgarie et l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne, et, le parti Ataka. Pour la première fois, la coalition autour du Parti Bulgarie sans censure, créé au début de 2014, se présenta aux législatives nationales et gagna des sièges. Ce fut aussi le cas pour la coalition autour du parti Alternative pour une renaissance bulgare (ABV), créé avant les élections européennes, par Georgi Parvanov, ancien président de la République (2002-2012) et ancien président du Parti Socialiste, qui n'a pas pu élire des représentants au Parlement européen, mais qu'il avait réussi à avoir des élus au niveau national.

Ces élections anticipées n'apportèrent pas de solution claire à la crise gouvernementale, compte tenu de la fragmentation du nouveau Parlement, structuré en huit groupes politiques à des poids inégaux. Le total de 240 représentants nationaux fut distribué comme suit : le GERB, 84 députés ; les socialistes, 39 élus ; le Mouvement pour les droits et les libertés, 38 députés ; le Bloc réformiste, 23 ; le Front patriotique, 19 ; la Bulgarie sans censure, 15 ; l'Ataka, 11 et l'ABV, 11. Le nouveau gouvernement bulgare, en fonction

depuis le 7 novembre 2014, fut le fruit de négociations et des consultations bilatérales et multilatérales entre la majorité des forces parlementaires à l'exception de l'Ataka, de la Bulgarie sans censure et du Mouvement pour les droits et les libertés. Les négociations aboutirent à la création d'une coalition de trois partis – le GERB, le Bloc réformiste et l'Alternative pour une renaissance bulgare – formellement soutenus par le Front patriotique. Le nouveau gouvernement bénéficie d'une majorité parlementaire large. Les deux partis du gouvernement précédent – le parti socialiste et le Mouvement pour les droits et les libertés se retrouvèrent dans l'opposition.

Les élections européennes du 25 mai 2014 ont eu lieu un an après l'entrée en fonction de la coalition gouvernementale minoritaire du BSP et du DPS, et de ce point de vue elles sont loin des « élections de mi-mandat ». Cependant, la compétition électorale eut la signification d'un vote sanction, en représentant une sorte de plébiscite pour le gouvernement et le parlement en place. La perte des élections par les socialistes a été un argument supplémentaire contre ce gouvernement. Le Parlement a été dissout le 6 août 2014, de nouvelles élections législatives anticipées ont été organisées le 5 octobre 2014 sans pour autant mettre fin à la crise politique.

Tableau 1

Résultats des élections législatives du 12 mai 2013 et du 5 octobre 2014

Parti/coalition	Voix obtenues et % des voix 2013	Mandats/ 240	Voix obtenues et % des voix 2014	Mandats s/ 240
Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie (GERB)	1.081.605 30.53%	97	1.072.491 32.67%	84
Coalition pour la Bulgarie (BSP)	942.541 26.60%	84	505.527 15.40%	39
Mouvement pour les droits et les libertés (DPS)	400.466 11.306%	36	487.134 14.84%	38
Ataka	258.481 7.29%	23	148.262 4.52%	11
Alternative pour une renaissance bulgare ABV			136.223 4.15%	11
Parti Mouvement Bulgarie pour les citoyens DBG	115.190 3.25%	-		
Coalition Démocrates pour une Bulgarie forte et Forum démocratique bulgare	103.638 2.92%	-		
Bloc réformiste (coalition de cinq partis de droite: DSB, DBG, SDS, NPSD, BZNS)			291.806 8.89%	23
Front national du sauvetage de la Bulgarie NFSB	131.169 3.70%	-		
Coalition Front patriotique (NFSB et VMRO)			239.101 7.28%	19
Bulgarie sans censure			186.938 5.69%	15
Parti Les Verts	26.520 0.74%		7.456 0.23%	

La crise économique et sociale prolongée creuse la crise de la démocratie. Elle profite aux formations populistes, nationalistes, xénophobes et extrêmes qui ont renforcé leur présence au PE élu en 2014. Notons aussi l'attitude plus réservée des Bulgares envers l'Union européenne – seulement 46% au début de 2014, contre 55% attitudes positives en mars 2013¹⁹. Au début de 2014, 51% des Bulgares considéraient que l'adhésion à l'UE n'a pas influencé le pays contre les 32% qui pensaient que la Bulgarie en a profité²⁰. Les domaines dans lesquels une majorité des Bulgares ne voit pas de changement suite à l'adhésion de l'UE sont la lutte contre la criminalité organisée. 68% des Bulgares considèrent que l'Union européenne n'a pas eu d'impact dans ce domaine, et ils sont 74% à considérer que rien n'a changé pour la réforme du système judiciaire²¹. En même temps, plus de 80% des citoyens bulgares désignent comme les grands avantages de l'adhésion à l'UE la possibilité de voyager et de travailler à l'étranger.

CADRE INSTITUTIONNEL DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE 2014

À la suite des protestations de rue prolongées, le Code électoral avait été modifié à la veille des élections européennes de 2014. La modification la plus importante est le retour au vote préférentiel, testé lors des élections européennes de 2007 et abandonné par la suite. Les élections européennes sont organisées dans une circonscription nationale unique au sein de laquelle entrent en compétition les listes nationales proposées par les partis ou les coalitions et les candidatures individuelles. Le quota national appliqué pour l'attribution d'un mandat au PE, résultant de la division du nombre total des voix valides à 17, le nombre de représentants bulgares au PE, s'élève en 2014 à 131.732 voix²². La Commission nationale électorale, qui examine l'éligibilité des candidatures, a validé 30 listes déposées par les partis/les coalitions et des candidatures individuelles nommées par des comités d'initiative, et en a rejeté un certain nombre.

Selon l'article 386 du Code électoral en vigueur, dans un premier temps, les mandats sont répartis entre les partis et les coalitions en fonction des voix obtenues ; ensuite, les mandats sont répartis entre les candidats de chaque

¹⁹ Alpha Research, « Sled sedem godini chlenstvo v ES: obchtestveni naglasi kum chlenstvoto na Bulgaria », January 2014, www.alpharesearch.bg/userfiles/file/01_2014_EU-attitudes_Alpha_Research.pdf.

²⁰ *Ibidem*.

²¹ *Ibidem*.

²² Commission centrale électorale, Élections européennes 2014, Méthode, <http://results.cik.bg/ep2014/metodika.html>.

parti/coalition, en fonction des préférences des électeurs. Sont pris en compte les candidats ayant obtenu à leur nom au moins 5% des voix recueillies par la liste²³. L'ordre proposé par les partis peut donc être modifié ; toutefois, il demeure valide si les candidats ne reçoivent pas un nombre suffisant de préférences. Aux élections de 25 mai, 30% des électeurs se sont servi de cette opportunité : 57% des électeurs de la coalition Bloc réformiste ; 44% des électeurs de la formation Bulgarie sans censure ; 31% de ceux qui ont voté pour le GERB, 28% des électeurs du DPS, et 30% des électeurs du Parti socialiste bulgare²⁴.

Le vote préférentiel n'est pas seulement un outil permettant aux citoyens d'influencer les partis. Il influença aussi de manière significative deux des coalitions inscrites en compétition : le Parti socialiste bulgare et le Bloc réformiste. Sous l'effet du vote préférentiel, le président du Parti socialiste européen et du BSP du 2001 à 2014, Sergei Stanishev, placé à la tête de la liste Coalition pour la Bulgarie s'est vu devancé par un autre candidat. Le numéro 15 de la liste, le jeune socialiste Momtchil Nekov, remporta 34.124 des préférences alors que Stanishev n'en obtint que 28.039. De même, les préférences des électeurs ont changé l'ordre de la liste de la coalition de droite Bloc réformiste. La tête de liste, Meglena Kouneva, qui obtint 21.306 préférences, fut devancée par le candidat inscrit en deuxième place, Svetoslav Malinov, qui recueillit 39.173 votes préférentiels. Ces cas sont l'expression des tensions interpersonnelles entre les leaders et des rivalités entre les petits partis de la coalition. Ainsi, les sympathisants d'une des formations des Démocrates pour une Bulgarie forte (DSB) ont essayé avec succès de propulser leur représentant de la deuxième position devant la présidente du parti Mouvement Bulgarie pour les citoyens. La liste n'obtint qu'un siège au PE, occupé par Svetoslav Malinov de DSB.

LA CAMPAGNE EUROPÉENNE DE 2014

La campagne électorale fut dominée par des questions nationales. Il n'y eut pas de vrais débats sur des problèmes européens, même si un des candidats de la nouvelle formation politique Alternative pour une renaissance bulgare, l'ancien député européen Ivaylo Kalfin lança des invitations répétées à ses concurrents. Les élections européennes précédentes de 2009 et de 2007 n'avaient pas été différentes, étant plutôt des campagnes

²³ Izboren kodeks, l'article 386 (1,2,3,5) (Code électoral, Art. 386 (1,2,3,5))

²⁴ Profil social et démographique des votants aux élections européennes de 2014, Alpha Research, le 26/05/2014, http://alpharesearch.bg/bg/socialni_izsledvania/socialni_publicacii/socialno-demografski-profil-na-glasuvalite-v-izborite-za-evropeyskiparlament-2014.819.html

européennes « nationalisées »²⁵. En 2009, Katya Hristova-Vultcheva soulignait les niveaux très faibles d'européanisation de la campagne menée par les représentants des partis politiques²⁶ : parmi les 13 partis et coalitions qui se sont présentés aux élections de 2009, seulement quatre formations politiques ont traité des thèmes proprement européens – le Mouvement pour les droits et les libertés, les socialistes de la Coalition pour la Bulgarie, le Mouvement national Siméon II, et, un petit parti extra-parlementaire, Les Verts²⁷. La campagne de 2014 fut encore plus centrée sur les crises internes du pays.

La crise ukrainienne et les débats politiques bulgares

La crise ukrainienne débuta le 21 novembre 2013 avec le refus du président ukrainien Victor Ianoukovitch de signer l'accord d'association avec l'Union européenne. Ce refus provoqua des protestations de masse, violemment réprimées, provoquant des victimes et accompagnées d'une escalade géopolitique suite à l'intransigeance du camp pro-russe soutenu par Moscou²⁸. La crise s'approfondit avec l'annexion de la Crimée par la Russie. L'Union européenne entreprit plusieurs efforts de médiation entre les deux parties. L'UE condamna « la violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine » et les actes d'agression de la part des forces armées russes²⁹. « En réaction à l'annexion illégale de la Crimée et à la déstabilisation délibérée d'un pays souverain frontalier, l'UE a imposé des mesures restrictives à la Fédération de Russie » qui comprennent des mesures diplomatiques, des mesures restrictives

²⁵ Nathalie Brack, Yann Sven Rittelmeyer, Cristina Stănculescu (dirs), « Les élections européennes de 2009: entre *national* et *européen*. Une analyse des campagnes électorales dans 22 États membres », *Cahiers duCEVIPOL*, Les Working Papers de Bruxelles, 2009/3, p. 14. http://dev.ulb.ac.be/cevipol/dossiers_fichiers/cahiers-du-cevipol-2009-3.pdf.

²⁶ Katya Hristova-Vultcheva, « Evropejski izmerenija na purvite redovni izbori za Evropejski parlament v Bulgaria », in Anna Krasteva, Antony Todorov (dirs), *Izbori 2009: Evropejski, parlamentarni, kmetski*, Nov Bulgarski Universitet, Sofia, 2010, pp. 7-16/p. 12.

²⁷ *Ibidem*, pp. 12-13.

²⁸ Voir sur le sujet : Jean-Gabriel Fredet, « Quand l'Ukraine dit non à l'Europe », le 29/11/13, *Nouvel Observateur*, <http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20131129.OBS7631/quand-l-ukraine-dit-non-a-l-europe.html>.

²⁹ European Commission, High Representative of the European Union for Foreign Affairs and Security Policy, « Joint Staff Working Document Information Note to EU Business Operating and/or Investing in Crimea/Sevastopol », Brussels, 11/08/14; Council of the European Union, « Factsheet EU Restrictive Measures », Brussels 29/04/14; European Council, « Statement by the President of the European Council Herman VanRompuuy and the President of the European Commission in the Name of the European Union on the Agreed Additional Restrictive Measures against Russia », Brussels, 29/07/2014.

(gels des avoirs e interdictions de visas), des sanctions économiques : mesures ciblant la coopération sectorielle et les échanges avec la Russie, l'embargo sur des produits russes etc.³⁰.

La crise ukrainienne eut écho en Bulgarie, notamment dans la campagne des élections européennes. La Bulgarie garde des liens économiques, financiers mais aussi culturels et diplomatiques avec la Russie nettement plus forts que tout autre pays d'Europe centrale et orientale. La proximité entre les deux pays est fondée sur l'histoire – la Russie libéra le pays de la domination ottomane en 1878 – et sur la culture orthodoxe et slave. Depuis la fin du XIX^e siècle, une tension oppose les deux grands courants des russophiles et des russophobes en Bulgarie. À présent, la proximité russo-bulgare est aussi fondée sur des intérêts économiques et financiers reliant certains milieux d'affaires bulgares et russes. Dépendant entièrement du gaz russe, le pays est aussi un foyer pour les investissements et les lobbies russes et jouit d'une position géopolitique importante pour la réalisation des projets énergétiques russes dont le gazoduc South Stream. Le gouvernement des socialistes et du Mouvement pour les droits et les libertés de 2013 à 2014 soutint les sanctions européennes contre le régime de Vladimir Poutine en se prononçant toutefois pour des sanctions modérées. Une enquête de l'opinion publique bulgare peu avant les élections européennes révéla que 22% des Bulgares préféraient le projet géopolitique de l'Union eurasiatique de Vladimir Poutine contre 40% favorables à l'Union européenne ; la division traverse également le PSD dont environ 30% des membres auraient été pour l'adhésion à l'Union eurasiatique³¹. Nulle surprise alors que les forces de droite, réunies dans le Bloc réformiste, placèrent au centre de leur campagne européenne la question de l'appartenance européenne et euro-atlantique du pays.

L'un des thèmes clé qui occupa le débat électoral, imposé par la coalition de droite le Bloc réformiste porta sur le projet de construction du gazoduc South Stream et sur l'influence des capitaux russes en Bulgarie. Les révisions proposées à la loi relative à la construction du gazoduc afin de contourner la législation européenne au profit du Gazprom³² suscitèrent un clivage entre des pro-russes et antirusses qui révéla le caractère eurosceptique des premiers et l'engagement pro-européen des seconds.

L'Ataka se positionna en faveur de la Russie, défendit l'annexion de la Crimée et le référendum qui s'y déroula au mois de mars, un référendum qui est cependant considéré comme illégitime par l'UE et par la communauté

³⁰ « Sanctions de l'UE à l'encontre de la Russie concernant la crise en Ukraine », http://europa.eu/newsroom/highlights/special-coverage/eu_sanctions/index_fr.htm#1.

³¹ Georgi Gotev, « 22% of Bulgarians Want to Join Russia's 'Eurasian Union' », 15/05/2014 <http://www.euractiv.com/sections/eu-elections-2014/22-bulgarians-want-join-russias-eurasian-union-302163>.

³² G. Karasimeonov, « Barometer. Bulgaria's Political Parties », year 14, issue 2, April-June 2014, Friedrich Ebert Stiftung, Sofia, 2014.

internationale. L'Ataka protesta contre les sanctions européennes et contre le soutien manifesté par le GERB, le Mouvement pour les droits et les libertés et de façon plus réservés par les socialistes³³. La crise ukrainienne poussa Ataka à exprimer ouvertement ses positions anti-européennes, visibles déjà dans son programme de 2013 :

« L'Ataka pose la question : Est-ce que la Bulgarie doit continuer à être membre de l'Union européenne telle qu'elle est aujourd'hui ? L'UE dans son état actuel est une menace pour la démocratie et la souveraineté des États-membres... Elle s'est transformée dans une nouvelle Union soviétique régie par la force et anticonstitutionnelle »³⁴.

Sans offrir une réponse claire à la question, le texte suggère que la Bulgarie devrait quitter l'UE au risque de « disparaître », à moins qu'on n'envoie à Bruxelles « de vrais nationalistes bulgares »³⁵. Notons également que, sur la toile de fond des tensions entre l'UE et la Russie, la campagne pour les élections européennes d'Ataka fut lancée à Moscou en avril 2014 où le leader du parti avait reçu la médaille « L'étoile de la Patrie »³⁶. Le leader Volen Siderov déclarait : « Au Parlement bulgare notre parti seulement a clairement reconnu le référendum en Crimée, s'est opposé aux sanctions contre la Russie et contre les mesures prises contre certains hommes politiques et les entrepreneurs russes »³⁷. Au début du mois de juin 2014 la Commission européenne demanda au gouvernement bulgare d'arrêter les travaux au projet du gazoduc South Stream. Le Mouvement pour les droits et les libertés retira son soutien au Parti socialiste et au gouvernement ouvrant la voie aux dernières élections du 5 octobre 2014.

Le Parti socialiste bulgare, dont le président S. Stanishev (2001-2014) est aussi le président du PSE depuis 2012, fut le mieux préparé du point de vue du programme et des procédures. Sa plateforme « Pour une nouvelle Europe »³⁸, liée au manifeste du Parti socialiste européen, à fort caractère social, rejeta

³³ « Ataka: NO to Sanctions against Russia, Yes to Referendum in Crimea », le 24/03/2014, http://www.ataka.bg/en/index.php?option=com_content&task=view&id=317&Itemid=1.

³⁴ Planut Siderov, Nov put za Bulgarija. Programa na partia Ataka, http://www.ataka.bg/Programa-ATAKA_PLAN.pdf.

³⁵ *Ibidem*.

³⁶ « Ataka otkri predizbornata si Campania v Moskva », *Ataka*, 25/05/2014, http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=6904&Itemid=78.

³⁷ *Ibidem*.

³⁸ Manifeste du PSE « pour une nouvelle Europe », adopté le 1^{er} mars 2014, http://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/partyofeuropeansocialists/pages/1101/attachments/original/1394819146/pes_manifesto_adopted_by_the_pes_election_congress_fr.pdf?1394819146.

fermement le modèle économique néolibéral³⁹. Sous le slogan « Pour une Bulgarie sociale », la plateforme, structurée en dix projets centres sur l'emploi, la solidarité et l'équité, la croissance, le rôle de l'UE dans le monde, les droits civiques etc., déclara son opposition *austatu quo* dans le pays et en Europe⁴⁰. Lors de son 48^e congrès, le parti adopta la résolution « Au service des objectifs nationaux »⁴¹ qui affirmait que la politique européenne est la voie de la réalisation des objectifs nationaux – la croissance économique, la création d'emplois, la réduction de la pauvreté et des inégalités entre les personnes et entre les pays etc. Pour sa part, le GERB fixa comme principal objectif des élections européennes... la démission du gouvernement impopulaire des socialistes et du DPS.

Les messages des partis politiques

Les partis bulgares affichèrent un riche panorama de slogans électoraux⁴² : Pour le parti Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie (GERB) : « La Bulgarie n'a plus du temps à perdre » et « il est temps de créer l'avenir et de changer le présent ». La vidéo officielle du parti clame que la Bulgarie se trouve de nouveau devant un choix d'avenir : être part entière de la famille européenne ou demeurer un témoin muet de la croissance. Le Mouvement pour les droits et les libertés (DPS) affirme « Le DPS en Europe et l'Europe en Bulgarie ! ». Le message officiel du parti cible les électeurs de la campagne :

« Avec l'adhésion de la Bulgarie à l'UE la grande agriculture s'est modernisée, des autoroutes sont construites ! Toutefois, l'Europe n'est pas encore arrivée chez le petit fermier, dans les quartiers marginaux et dans les petits villages... Votez pour le DPS pour que l'Europe profite à chaque citoyen et pénètre dans chaque endroit de la Bulgarie ! ».

Le Parti socialiste appelle à « Une Bulgarie équitable dans une Europe sociale ». La Bulgarie sans censure croît que « Nous, les Bulgares/les mères/les militaires méritons plus ».

Les messages d'Ataka sont plus tranchants :

³⁹ Plateforme des socialistes bulgares. Élections européennes 2014. Pour l' Europe sociale !, adoptée le 8 février 2014 du 48-ème Congres du Parti socialiste bulgare, <http://www.bsp.bg/bg/pages/dokumenti-na-bsp/resheniq-kongresi/48-mi-kongres-na-bsp>.

⁴⁰ *Ibidem*.

⁴¹ Pour les objectifs nationaux du BSP aux élections du PE 2014, Résolution du 48-ème Congres du BSP, <http://www.bsp.bg/bg/pages/dokumenti-na-bsp/resheniq-kongresi/48-mi-kongres-na-bsp>.

⁴² Source de la présentation des slogans principaux : Naruchnik na predizbornite poslania", *Kapital* ; <http://www.capital.bg>.

« POUR : l'intérêt bulgare et l'orthodoxie. CONTRE : l'euro-perversion et la guerre contre la Russie » et aussi « L'ATAKA est POUR : une voix égale dans l'UE ; un salaire minimal de 500 euros ; des valeurs chrétiennes ; la construction de la centrale nucléaire à Béléné et le gazoduc South Stream ; que le fermier bulgare reçoive une aide égale au fermier français ; les ressources naturelles bulgares aux Bulgares. L'ATAKA EST CONTRE la légalisation des mariages homosexuels ; l'inceste et la pédophilie ; les standards doubles appliqués à la Bulgarie ; les sanctions et la guerre contre la Russie ; l'asservissement de l'UE aux États-Unis d'Amérique ; les étrangers islamistes dans l'Union européenne ».

Dans une de ses vidéos, Ataka opposa la pédophilie, l'inceste et les mariages gay, étiquetés de valeurs euro atlantiques, aux valeurs orthodoxes de la famille et de la tradition. La vidéo fut interdite par la Commission centrale électorale, saisie par le Conseil des médias électroniques, car considérée comme une instigation à la haine⁴³.

ÉLECTIONS EUROPÉENNES DU 25 MAI 2014

Le contexte de la crise économique et la vague des protestations ne se sont pas traduits par une participation massive aux élections européennes du 25 mai 2014 : la présence au vote ne dépassa pas 35,8%, un taux de participation, en dessous de la moyenne européenne – même s'il dépasse certains nouveaux membres de l'UE – et qui encore plus faible que le taux enregistré en 2009. La faible mobilisation électorale confirme le caractère de « second ordre » des élections européennes. Il faut toutefois tenir compte de deux autres facteurs, à savoir le manque de confiance des citoyens bulgares dans les partis politiques et la fatigue électorale qui s'est installée dans la société bulgare.

Tableau 2

Taux de participation aux élections européennes et nationales

Élections	Participation en 2007	Participation en 2009	Participation en 2014
Européennes en Bulgarie	28.6%	37.49%	35.8%
Élections législatives en Bulgarie	55.7% ¹	60.2%	48, 66%
Moyenne européenne de la participation aux élections du PE ⁴⁴	(2004) 45.47%	43%	42.54%

Sources: Commission électorale centrale ; PE

⁴³ À ce sujet v. www.capital.bg/biznes/media_i_reklama/2014/05/22/2303118_naruhnik_na_predizbornite_poslaniia_ataka/@ref=rcmnd le 22 mai 2014.

⁴⁴ <http://www.resultats-elections2014.eu/fr/election-results-2014.html>; Taux de participation aux élections européennes 1979-2009, <http://www.europarl.europa.eu/aboutparliament/fr/000cdcd9d4/Turnout%2819792009%29.html;jsessionid=86E2B203B0B3152B57E6C3182BAFB0C8.node1>.

Cinq formations parvinrent à faire élire des députés européens: le parti Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie (GERB), la coalition du Parti socialiste bulgare (BSP) – Coalition pour la Bulgarie, le Mouvement pour les droits et les libertés (DPS), le Bloc réformiste et la coalition de la Bulgarie sans censure, l'Organisation interne révolutionnaire macédonienne (VMRO) avec l'Union agrarienne nationale et le mouvement Gergyovden. En première position, avec plus de 30% des voix, s'imposa à nouveau le parti GERB avec six représentants élus au PE, un de plus par rapport à 2009. En deuxième position, essuyant un échec important, se rangea la Coalition pour la Bulgarie, avec 18,9% des voix et quatre députés européens. Les socialistes perdirent plus de 420.000 votes par rapport aux élections législatives de 2013. Les raisons de cette défaite sont complexes: les résultats négatifs des politiques du gouvernement dont le BSP faisait partie ; la participation des socialistes dans une coalition avec le DPS avait suscité des sentiments anti-DPS au sein du parti ; le départ de l'ancien président de la République et ancien président du parti socialiste Georgi Parvanov et la fondation d'un nouveau parti par ce dernier⁴⁵. Le leader du BSP Sergei Stanishev admit la défaite et démissionna par la suite de son poste de Président du parti.

Le Mouvement pour les droits et les libertés (DPS) se rangea en troisième position en suivant de près le Parti socialiste avec 17,26% des voix et le même nombre de députés européens élus que les socialistes – quatre, un de plus qu'en 2009. En quatrième place, avec 10,65% des votes et deux députés, arrive la nouvelle formation populiste la Bulgarie sans censure, créée à la veille des élections et coalisée avec de petites formations de droite radicale populiste comme l'Organisation interne révolutionnaire macédonienne (VMRO), l'Union agrarienne populaire et le mouvement Gergyovden. En cinquième position s'est placé le Bloc réformiste, une coalition constituée pendant la deuxième vague du cycle protestataire, réunissant sous le même parapluie certaines formations de droite héritières de l'ancienne Union des forces démocratiques (SDS) et des nouvelles formations politiques – Démocrates pour une Bulgarie forte (DSB), le parti Mouvement Bulgarie pour les citoyens (DBG), l'Union des forces démocratiques (SDS), l'Union populaire agrarienne bulgare (BZNS) et un parti, fondé en 2013 par une scission du leadership du Mouvement pour les droits et les libertés – Parti populaire Liberté et dignité (NPSD). Ataka ne parvint pas à obtenir des sièges au PE.

⁴⁵ Georgi Karasimeonov, «Barometer...cit.», p. 7.

Tableau 3
Résultats des élections européennes en Bulgarie du 25 mai 2014

Parti/coalition/candidat	Voix obtenues	% des voix	Mandats au PE
Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie (GERB)	680.838	30.40%	6
Coalition pour la Bulgarie (BSP)	424.037	18.93%	4
Mouvement pour les droits et les libertés (DPS)	386.725	17.26%	4
Coalition : Bulgarie sans censure, VMRO, ZNS, Gerguyovden	238.629	10.65%	2
Ataka	66.210	2.95%	-
Alternative pour une renaissance bulgare ABV	90.061	4%	-
Bloc réformiste	144.532	6.45%	1
Front national du sauvetage de la Bulgarie NFSB	68.376	3.03%	-
Les Verts	5. 218	0.233%	-

Source : Commission centrale électorale, <http://results.cik.bg/ep2014/rezultati/index.html>

Le GERB domina la capitale et les grandes villes, alors que le Mouvement pour les droits et les libertés remporta le vote rural⁴⁶. Le Parti socialiste enregistra ses meilleures performances dans les petites villes, au sein d'un électorat plus âgé sans pouvoir obtenir le soutien des jeunes (18-30 ans)⁴⁷. Le Bloc réformiste recueillit ses voix à la capitale.

Tableau 4
Profil des électeurs suivant la sympathie politique et le lieu d'habitation⁴⁸

	GERB	Coalition pour la Bulgarie	Mouvement pour les droits et les libertés	Bulgarie sans censure	Bloc réformiste
Sofia	38%	18%	1%	5%	12%
Grande ville	29%	23%	3%	12%	8%
Petite ville	25%	28%	8%	12%	5%
Village	19%	20%	41%	8%	2%

⁴⁶ Profil social et démographique des votants aux élections européennes de 2014, Alpha Research, le 26/05/2014, http://alpharesearch.bg/bg/socialni_izsledvania/socialni_publicatii/socialno-demografski-profil-na-glasualite-v-izborite-za-evropeyski-parlament2014.819.html.

⁴⁷ Georgi Karasimeonov, «Barometer...cit.», p. 8.

⁴⁸ Profil social et démographique des votants aux élections européennes de 2014, Alpha Research, le 26/05/2014, cit.

Comme le tableau de la répartition des mandats au Parlement européen par groupes politiques l'indique (tableau 5), la tendance des députés bulgares à se ranger surtout du côté de la (centre) droite (Parti populaire européen, Alliance des libéraux et des démocrates en Europe, Conservateurs et réformistes) s'approfondit en 2009 et surtout en 2014. Ce n'est pas une spécificité bulgare. Comme l'observent Hermann Schmitt et Jacques Thomassen, les nouveaux pays membres renforcent surtout la droite et le Parti populaire européen au PE⁴⁹. Ils soulignent que les taux d'abstention aux élections européennes sont nettement plus importants dans les pays postcommunistes et que les électeurs d'Europe centrale et orientale élisent un nombre élevé de représentants au PE qui ne sont pas affiliés à un parti européen ou groupe politique au PE⁵⁰. Notons qu'avec l'échec d'Ataka, tous les députés européens bulgares élus en 2014 sont affiliés à un groupe politique (les deux représentants de la coalition de la Bulgarie sans censure sont affiliés au groupe politique des Conservateurs et des réformistes).

Tableau 5

**Répartition des Membres du Parlement européen bulgares
par familles politiques européennes (2007-2014)**

	PPE			PSE			ALDE			Non inscrits			Conservateurs et réformistes		
	07	09	14	07	09	14	07	09	14	07	09	14	07	09	14
Élections européennes															
GERB	5	5	6												
BSB				5	4	4									
DPS							4	3	4						
Mouvement national Siméon II							1	2							
Coalition bleue/ Boc réformiste		1	1												
Ataka										3	2				
Bulgarie sans censure – VMRO-ZBS-Gergyovden															2
Total	5	6	7	5	4	4	5	5	4	3	2	-	-	-	2

⁴⁹ Hermann Schmitt, Jacques Thomassen, « The EU PartySystem...cit. », pp. 575-578.

⁵⁰ *Ibidem*, p. 576.

CONCLUSION

Le scrutin du 25 mai 2014 en Bulgarie s'inscrit dans la catégorie des élections de second ordre. Le faible taux de participation, la centralité des thèmes nationaux dans la campagne électorale, la place marginale sinon le refus des questions européennes dans les discours et débats des principaux partis et des coalitions confirment l'importance secondaire qui est donnée à l'Union européenne en Bulgarie. La personnalisation – sans précédent – de la compétition pour la présidence de la Commission européenne et les offres politiques des candidats n'ont pas trouvé de l'écho dans la campagne électorale bulgare. Sans que ce soit une spécificité bulgare, le taux de participation aux européennes de 2014 fut encore moins élevé qu'en 2009.

Le scrutin de 2014 sanctionna le gouvernement national. Cette sanction ne fut pas illustrée par les résultats des deux partis de la coalition gouvernementale – le Parti socialiste bulgare et le Mouvement pour les droits et les libertés. Le BSP obtint le même nombre de sièges qu'en 2009, alors que le DPS en gagna un. Toutefois, dans un contexte de crise, le score inférieur à celui du GERB précipita la chute du gouvernement après le retrait du DSP. Le Parti Socialiste paya un « coût de transaction » très élevé pour sa politique de coalition, puisqu'aux élections législatives anticipées du 5 octobre 2014, il essuya la défaite la plus grave depuis 1990. Avec six députés, le GERB améliora ses performances par rapport à 2009, alors que la coalition de la droite, le Bloc réformiste, parvient à faire élire un représentant au PE. Par conséquent, la Bulgarie enrichit les rangs du PPE de sept députés, confirmant par-là la tendance de droite observée dans les nouveaux pays membres de l'UE. Quant aux libéraux, une seule formation politique représente la Bulgarie dans le groupe politique de l'ALDE : le Mouvement pour les droits et les libertés. Le Mouvement national Siméon II, rebaptisé Mouvement national de stabilité et développement, n'accéda pas au PE après avoir perdu le statut de parti parlementaire national depuis 2009. Même si présente en Bulgarie, l'écologie, la défense de l'environnement obtint des scores plus que modestes sans pouvoir espérer une percée électorale ou encore à envoyer des élus au Parlement européen. Du côté de l'extrême droite, Ataka quitta la scène européenne. Les populistes restent en revanche représentés par les deux élus de la coalition la Bulgarie sans censure, l'Organisation interne macédonienne révolutionnaire, affiliés au groupe des Conservateurs et réformistes. Enfin, les élections législatives anticipées d'octobre 2014 auxquelles le scrutin européen avait ouvert la voie ne firent que confirmer le retrait des citoyens de la politique conventionnelle et la montée en puissance des forces radicales populistes.